

**Armées. Tombés au champ d'honneur, ils méritent bien un nom de rue.
Pas d'hommage pour nos héros ?**

Valeurs actuelles - 21 avril 2011 - Frédéric Pons

Pourquoi donner à un lieu de Paris le nom du Tunisien Mohamed Bouazizi et ignorer nos soldats morts pour la France ? Bertrand Delanoë, le maire de Paris, propose de baptiser Mohamed Bouazizi un lieu de la capitale, pour rendre hommage à ce jeune chômeur, dont l'immolation, le 17 décembre 2010, fut à l'origine de la révolution tunisienne.

N'a-t-il jamais entendu parler du maître principal Loïc Le Page, de l'adjudant-chef Pascal Correia, du sergent Damien Buil, du caporal Alexis Taani, du lieutenant Lorenzo Mezzasalma, de l'infirmier Thibault Miloche, du capitaine Benoît Dupin et de tant d'autres, morts pour la France en Afghanistan ?

Cinquante-cinq soldats français ont laissé leur vie depuis 2004 sur ce théâtre. Ils sont, à plus d'un titre, des figures de proue pour notre société, qui hésite pourtant à les mettre en valeur, comme si l'agenda médiatique ou politique ne le permettait pas.

Aucun de ces cinquante-cinq militaires n'a encore donné son nom à une rue ou à une place de France. Est-il donc urgent de le faire, à Paris, pour Bouazizi ?

Leur sacrifice, net de toute considération sociale, ethnique ou religieuse, n'est-il pas le meilleur des creusets d'intégration, dans une société qui en a tant besoin ? Les armées se posent ces questions. Quinze ans de professionnalisation et le retour de la guerre de haute intensité alimentent ces réflexions sur la place accordée par la société à ceux qui risquent leur vie pour elle.

L'ambitieuse revue *Inflexions*, éditée par l'armée de Terre, organise même, ce 27 avril, une journée d'études sur le thème « Que sont les héros devenus ? » Les points traités – « Héroïsme sans héros », « Pourquoi les héros ont disparu ? » – traduisent bien les interrogations de l'institution de Défense sur la légitimité de l'héroïsme militaire. Les militaires constatent que notre société reconnaît le statut de héros aux grands navigateurs, à des humanitaires et à quelques sportifs, mais, gommant la guerre, elle ostracise de facto le héros militaire, valorisant au contraire le statut de victime.

La mort au combat semble presque devenue un accident du travail – comme le montre la judiciarisation de l'affaire d'Ouzbine –, sans la valeur de sacrifice suprême et de dépassement de soi, consubstantielle au métier militaire. Nourrie d'une forte tradition héroïque, la communauté militaire sait qu'elle honore des modèles forts que la société civile oublie, rejette ou ne comprend même plus.

La France compte pourtant nombre de figures héroïques. Enrichie au fil des siècles, cette cohorte fut exaltée par les historiens et enseignée par les maîtres : ils savaient que cette geste nationale aidait à souder les générations, à intégrer les nouveaux Français à ceux de souche. Le malaise est né après 1945. Le rejet idéologique de la colonisation a banni de notre mémoire d'authentiques héros, civils et militaires, ceux dont l'action permet à notre pays de ne pas rougir de cette période. Les soubresauts de la décolonisation ont entretenu le malaise. Les morts au combat et leurs camarades survivants de cette période sont tenus dans le même opprobre.

L'armée continue d'honorer des héros guerriers, à travers les noms de baptême de ses promotions d'officiers et de sous-officiers. Mais ces cérémonies, comme les décorations pour faits d'armes, restent encore trop souvent confinées dans des enceintes militaires, loin du regard de la société, notamment de sa jeunesse. À quand un baptême de promo ou une remise de Valeur militaire devant le Stade de France, place Bellecour à Lyon, sur la Canebière à Marseille, ou les Quinconces à Bordeaux, entre République et Bastille ?

Des soldats français risquent leur vie en opérations. Tous ne sont pas des héros, mais certains se comportent de façon magnifique. Quelques-uns n'en reviennent pas.

En d'autres temps, leur sacrifice aurait été beaucoup mieux valorisé par les responsables politiques, raconté et expliqué sans préjugés par les médias et les enseignants.

Quelques maillons de cette chaîne ne sont plus au rendez-vous.